

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**

**SUIVI DE LA CONJONCTURE
FINANCIERE ET BANCAIRE**

N° 121 - Décembre 2004

GUYANE

Sommaire

<i>Synthèse</i>	4
1. L'évolution financière	5
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	6
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	6
1.1.2 Ensemble des dépôts	8
1.1.3 Les dépôts à vue	10
1.1.4 Placements liquides ou à court terme	12
1.1.5 Epargne à long terme	14
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
1.2.1 Ensemble des concours consentis	16
1.2.2 Concours consentis par les Etablissements de Crédit locaux	18
1.2.3 Concours consentis par les Etablissements de Crédit non installés localement	20
1.3 Position extérieure nette du système bancaire local	22
1.4 L'enquête auprès des établissements de crédit de Guyane	23
2. Rappel des taux	25
2.1 Taux du marché	26
2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	26
2.1.2 Taux de base bancaire	26
2.2 Taux d'intérêt légal	27
2.3 Taux de l'usure	27
2.3.1 Crédits aux particuliers	27
2.3.2 Crédits aux entreprises	27
2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	28
3. Monnaie Fiduciaire	29
3.1 Emission de billets euros	30
3.2 Emission de pièces euros	31

L'ensemble des **actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 746,7 millions d'€ au 30 septembre 2004, en hausse de 3,8 % sur un an (+ 8,8 % au 30 septembre 2003). Ce fort ralentissement provient pour l'essentiel d'un défaut de centralisation des encours d'assurance-vie, amputant le total des actifs financiers d'environ 25 millions d'€. Hors cet élément, la croissance s'établit à + 7,5 % sur un an.

Dans le détail, la meilleure performance en glissement annuel revient aux placements à long terme hors assurance-vie (+ 14,2 %, contre + 11,3 % au 30 septembre 2003), suivis des dépôts à vue (+ 8,7 %, contre + 7,3 %) et des placements liquides ou à court terme (+ 2,8 % sur un an, contre + 10,6 %). Au sein des **placements liquides ou à court terme**, les placements indexés sur les taux du marché monétaire enregistrent une contraction de 0,8 % sur un an malgré la poursuite de la croissance de l'encours des OPCVM monétaires (+ 32,5 %). Les placements à taux réglementés, qui avaient enregistré des niveaux de croissance soutenus depuis 2001, ralentissent fortement depuis le 2^{ème} trimestre 2004, leur croissance s'établissant à + 4,5 % contre + 10,3 % au 30 septembre 2004. Parmi les **placements à long terme**, il convient de souligner la performance des OPCVM non monétaires (+ 54,9 %) et des portefeuilles-titres (+ 17,0 %), portée par la bonne tenue des marchés financiers depuis un an, et la croissance de l'encours des plans d'épargne-logement (+ 6,0 %), dont les conditions sont attrayantes dans le contexte actuel.

Sur un an, les **autres agents économiques et la clientèle diverse** enregistrent la plus forte progression (+ 30,1 %), suivis des **entreprises** (+ 6,6 %) et des **particuliers** (+ 5,2 %).

Parallèlement, le **marché du crédit** affiche au 30 septembre 2004 une orientation à la hausse mais en ralentissement, l'encours sain global progressant de 2,1 % sur un an contre + 4,4 % un an auparavant. Ce ralentissement a concerné plus particulièrement les établissements bancaires non installés localement (+ 1,5 %, contre + 4,3 %), alors que les établissements de crédit locaux bénéficient d'une reprise sensible de leurs encours sains depuis le deuxième trimestre 2004 (+ 3,6 % contre + 4,6 %).

Les **ménages** guyanais, dont les financements recensés sont essentiellement locaux (75 % de l'encours sain global) ont accru de 6,5 % sur un an leur recours au crédit auprès des banques locales (contre + 5,9 % en septembre 2003). Cette évolution se traduit par une hausse de l'encours des crédits à l'habitat (+ 7,2 %, contre + 4,0 %) et, dans une moindre mesure, des crédits de trésorerie (+ 4,8 %, contre + 11,1 %). S'agissant des **entreprises**, les concours sains locaux couvrent 28 % de leur besoin, mais 98 % si l'on ne tient pas compte des crédits à l'habitat social. L'encours sain distribué localement a progressé de 2,6 % sur un an (contre + 6,2 % en septembre 2003), les évolutions par catégories de crédits étant très contrastées : + 22,4 % pour les crédits de trésorerie, + 10,4 % pour les crédits à l'habitat et + 1,3 % pour les crédits d'équipement. Enfin, l'encours total octroyé aux **autres agents économiques et à la clientèle diverse** est en baisse de 1,6 % sur un an. Cet encours est essentiellement composé de crédits à l'équipement (85 % hors douteux). La part des établissements de crédit locaux dans le financement global des autres agents (4,4 % du total au 30 septembre 2004) demeure marginale.

En terme de **sinistralité**, la qualité globale du portefeuille des établissements de crédit installés en Guyane continue de s'améliorer, mais à un rythme sensiblement réduit par rapport à celui observé aux trimestres précédents. Le taux de créances douteuses (25,2 %) a en effet baissé de 3,3 points par rapport au 30 septembre 2003 et de 1,5 point par rapport au trimestre précédent. Le risque "entreprises" (40,5 %) a diminué de 1,9 points sur un an sous l'effet de l'amélioration du taux de créances douteuses des sociétés non financières (- 0,4 point) et des entrepreneurs individuels (- 11,0 points). Le risque "particuliers" est également orienté à la baisse (- 3,1 points sur un an).

Enfin, s'agissant des **perspectives pour le 4^{ème} trimestre 2004 et le 1^{er} trimestre 2005**, la collecte des dépôts est restée bien orientée au 4^{ème} trimestre et devrait continuer de progresser en début d'année 2005, selon les dirigeants des établissements de crédit locaux interrogés par l'IEDOM. La production de crédits aux particuliers a enregistré une nette amélioration au 4^{ème} trimestre, aussi bien pour les crédits à la consommation que pour les crédits à l'habitat. Une bonne orientation des deux compartiments est anticipée pour le 1^{er} trimestre 2005, avec toutefois un ralentissement pour les crédits à l'habitat. Concernant les entreprises, le solde d'opinions concernant les crédits d'équipement a poursuivi son amélioration et devrait continuer dans cette tendance en début d'année 2005. Une amélioration plus modeste est également observée pour les crédits d'exploitation, qui devrait se confirmer au 1^{er} trimestre 2005. Dans ce contexte commercial favorable, les banquiers constatent une amélioration de leur rentabilité au 4^{ème} trimestre, qui devrait se poursuivre en début d'année 2005 grâce au repli anticipé du coût du risque.

1. L'évolution financière

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière du département est centré sur l'analyse des dépôts et des crédits enregistrés par l'ensemble des établissements de crédit, de La Poste pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents et clientèle diverse). Cette analyse est complétée par les présentations de la position extérieure nette du système bancaire du département.

Les données agrégées présentées pour le dernier trimestre intègrent la totalité des informations disponibles au moment de la rédaction du bulletin de conjoncture. Elles doivent toutefois être considérées comme provisoires car les informations d'un établissement de crédit peuvent ne pas être disponibles à temps. Dans ce cas, les informations concernant cet établissement sont reconduites à partir du dernier arrêté valide et les nouvelles données sont intégrées dès leur réception.

Les chiffres présentés dans les tableaux qui suivent sont arrondis en millions d'euros. En conséquence, de légères différences peuvent apparaître au niveau des résultats affichés (en valeur et en pourcentage).

1. L'évolution financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

Au 30 septembre 2004, l'ensemble des actifs financiers recensés dans le département affiche une progression de 3,8 % sur un an. De même, la variation trimestrielle atteint + 2,5 %. L'encours total des dépôts et placements s'établit à 747 millions d'euros. Cette progression intervient alors que les actifs financiers n'incluent plus depuis le 1^{er} trimestre 2004 les encours des contrats d'assurance-vie, soit une amputation d'environ 25 millions d'€. Hors contrats d'assurance-vie, la croissance s'établit ainsi à + 7,5 % (contre + 8,8 % au 30 septembre 2003).

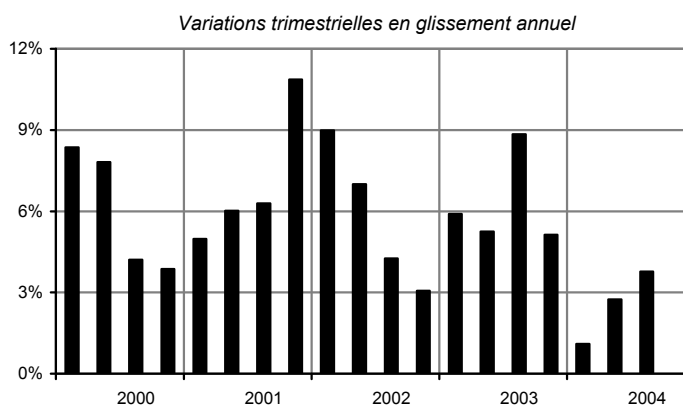
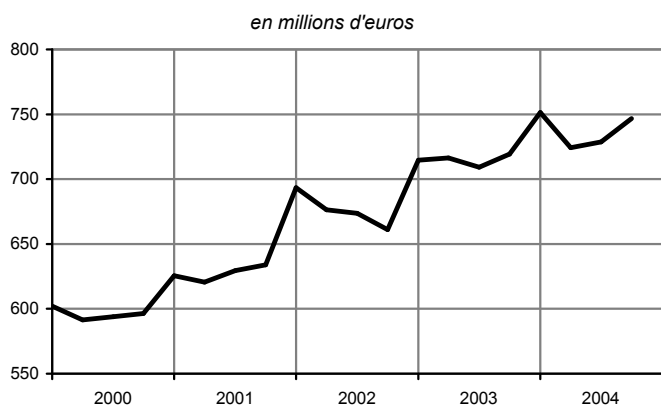
Hors contrats d'assurances-vie, les actifs financiers des **particuliers** enregistrent une hausse de 5,2 % sur un an mais une baisse de 1,0 % sur trois mois.

La variation trimestrielle de l'épargne financière des **entreprises** s'est établie à + 5,8 % sur le dernier trimestre (après - 1,1 %), et la croissance sur un an est de + 6,6 %.

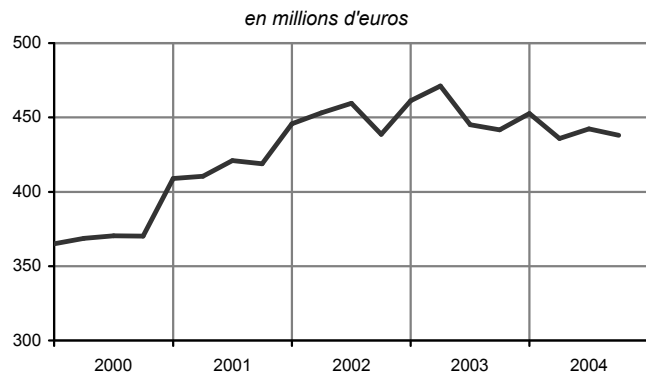
Composé à 74 % par l'encours des administrations privées, l'ensemble des actifs financiers des **autres agents économiques et de la clientèle diverse** a progressé sur 12 mois de 30,1 % contre + 15,1 % en septembre 2003.

Evolution des actifs financiers

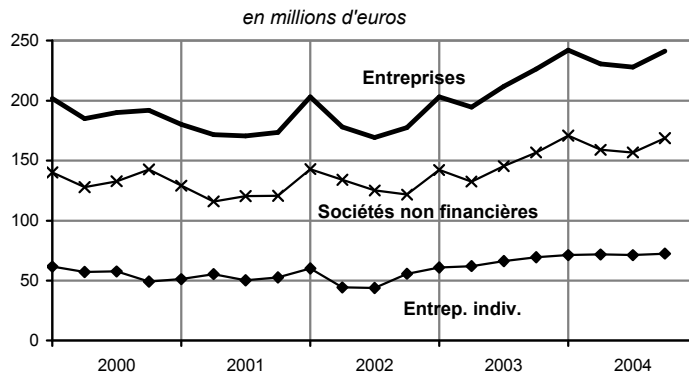
Ensemble des actifs financiers



Ensemble des actifs financiers des particuliers



Ensemble des actifs financiers des entreprises



1. L'évolution financière

Répartition des actifs financiers par catégorie de placement

Tableau 1

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Montant en millions d'Euros				
Au 30 septembre 2004	364	252	131	747
Part en pourcentage	48,7%	33,7%	17,6%	100,0%
Au 30 septembre 2003				
	335	245	140	720
Part en pourcentage	46,5%	34,0%	19,4%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 2

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Variation 2004 / 2003				
- Montant en millions d'Euros	29	7	-9	27
- En pourcentage	8,7%	2,8%	-6,2%	3,8%
Variation 2003 / 2002				
- Montant en millions d'Euros	23	24	12	58
- En pourcentage	7,3%	10,6%	9,4%	8,8%

Répartition des actifs financiers par agent économique

Tableau 3

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 septembre 2004	438	73	169	67	747
Part en pourcentage	58,7%	9,7%	22,6%	9,0%	100,0%
Au 30 septembre 2003					
	441	70	157	52	720
Part en pourcentage	61,4%	9,7%	21,8%	7,2%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 4

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	-3	3	12	16	27
- En pourcentage	-0,8%	4,3%	7,6%	30,1%	3,8%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	3	14	35	7	58
- En pourcentage	0,7%	24,7%	28,7%	15,1%	8,8%

1. L'évolution financière

1.1.2 Ensemble des dépôts¹

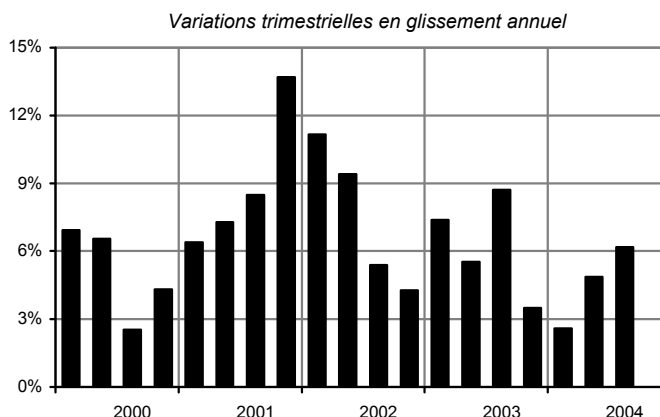
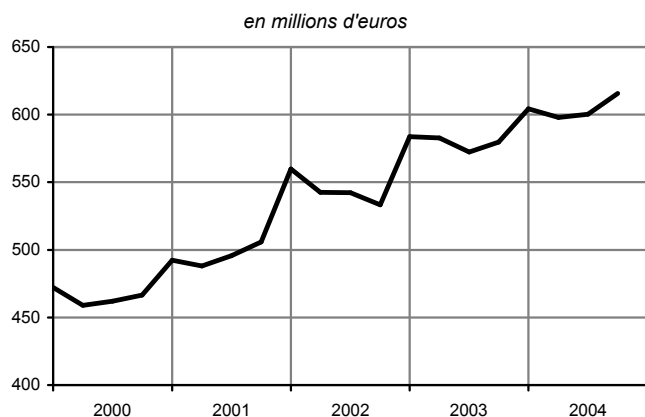
Composé à 59 % de dépôts à vue et à 41 % de placements liquides ou à court terme, l'ensemble des dépôts affiche une progression en glissement annuel (+ 6,2 %) et sur le trimestre (+ 2,6 %).

Sur un an, la plus forte croissance revient aux autres agents économiques et à la clientèle diverse (+ 31,0 %), devant les particuliers (+ 4,3 %) et les entreprises (+ 3,0 %, dont + 3,4 % pour les sociétés non financières et + 2,1 % pour les entrepreneurs individuels).

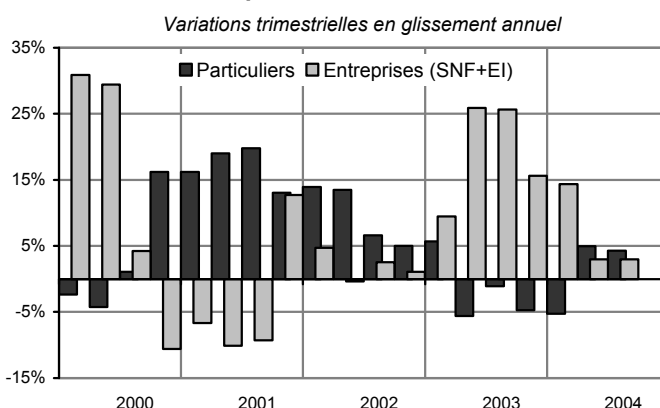
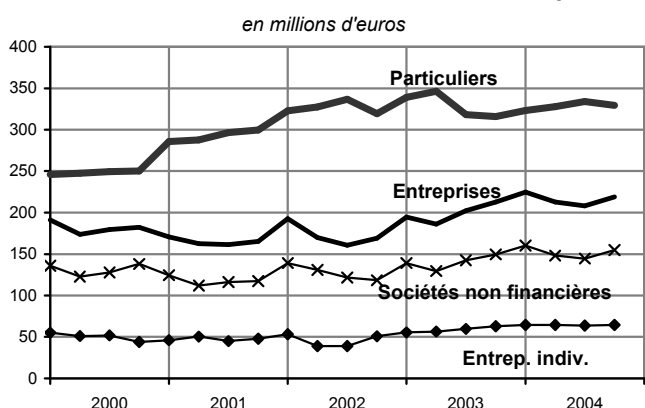
Sur un trimestre, les évolutions sont orientées en forte hausse pour les autres agents économiques (+ 15,8 %) et les entreprises (+ 5,2 % après - 2,1 % au 30 juin 2004), plus particulièrement pour les sociétés non financières (+ 7,0 %, après - 2,4 %) mais en recul pour les particuliers (- 1,4 % après + 1,8 %).

Evolution des dépôts

Ensemble des dépôts



Ensemble des dépôts des particuliers et des entreprises



¹ Les dépôts recensés au nom des résidents sont répartis en fonction de la nature des opérations (dépôts à vue, placements liquides ou à court terme) et suivant les grands réseaux de collecte : établissements de crédit (banques AFB, banques mutualistes), d'une part, services financiers de La Poste et de la Caisse nationale d'épargne, d'autre part.

1. L'évolution financière

Répartition des dépôts par nature

Tableau 5

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Montant en millions d'Euros			
Au 30 septembre 2004	364	252	615
Part en pourcentage	59,1%	40,9%	100,0%
Au 30 septembre 2003			
Au 30 septembre 2003	335	245	580
Part en pourcentage	57,8%	42,2%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 6

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Variation 2004 / 2003			
- Montant en millions d'Euros	29	7	36
- En pourcentage	8,7%	2,8%	6,2%
Variation 2003 / 2002			
- Montant en millions d'Euros	23	24	46
- En pourcentage	7,3%	10,6%	8,7%

Répartition des dépôts par agent économique

Tableau 7

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 septembre 2004	329	64	155	67	615
Part en pourcentage	53,5%	10,5%	25,1%	10,9%	100,0%
Au 30 septembre 2003					
Au 30 septembre 2003	316	63	150	51	580
Part en pourcentage	54,5%	10,9%	25,8%	8,8%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 8

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	14	1	5	16	36
- En pourcentage	4,3%	2,1%	3,4%	31,0%	6,2%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	-3	12	31	7	46
- En pourcentage	-1,1%	23,9%	26,3%	14,5%	8,7%

1. L'évolution financière

1.1.3 Les dépôts à vue

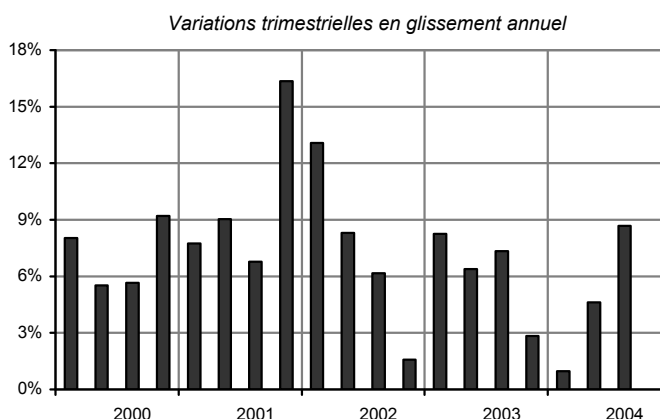
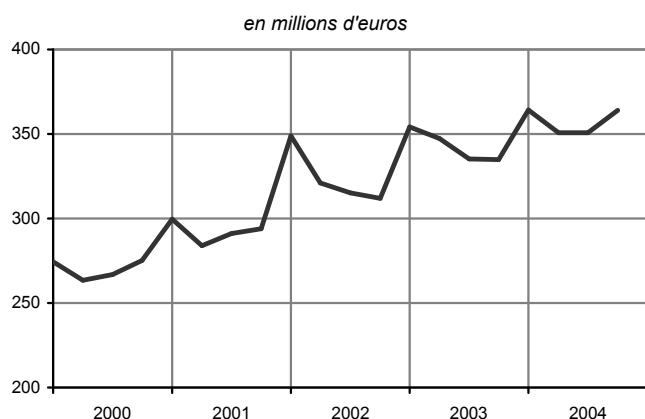
Au 30 septembre 2004, la progression annuelle des dépôts à vue connaît une nette accélération par rapport aux rythmes observés au cours des trimestres précédents (+ 8,7 %, contre + 7,3 % au 30 septembre 2003). Cette progression poursuit la reprise observée au trimestre dernier.

Tous les agents économiques ont contribué à cette évolution, la meilleure performance revenant aux Autres agents économiques (+ 46,6 %), et plus particulièrement aux Administrations publiques locales, devant les Particuliers (+ 4,6 %) et les Entreprises (+ 3,9 %).

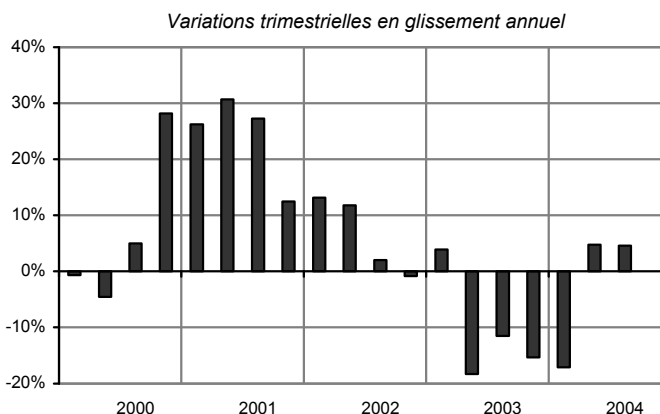
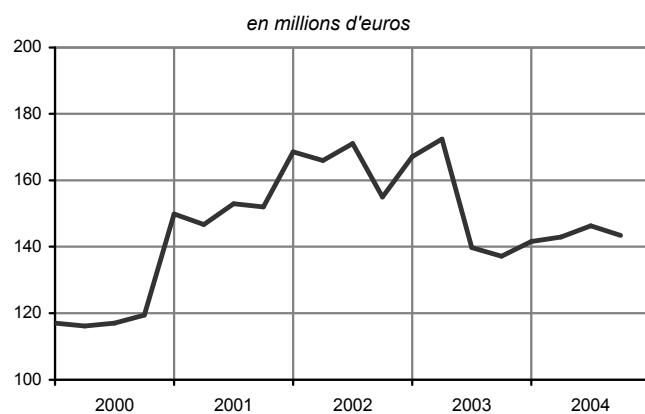
Sur trois mois, l'ensemble des dépôts a également progressé de façon significative (+ 3,8 %) après la stabilité observée au 30 juin 2004. Cette évolution est le résultat d'une progression des dépôts à vue des Entreprises (+ 6,0 %), concentrée sur les Sociétés non financières (+ 8,2 %) alors qu'une progression plus modeste de 0,8 % est enregistrée pour les Entrepreneurs individuels, et les Autres agents économiques et la clientèle diverse (+ 14,7 %). En revanche, un repli de 2,0 % est observé pour les Particuliers.

Evolution des dépôts à vue

Ensemble des dépôts à vue



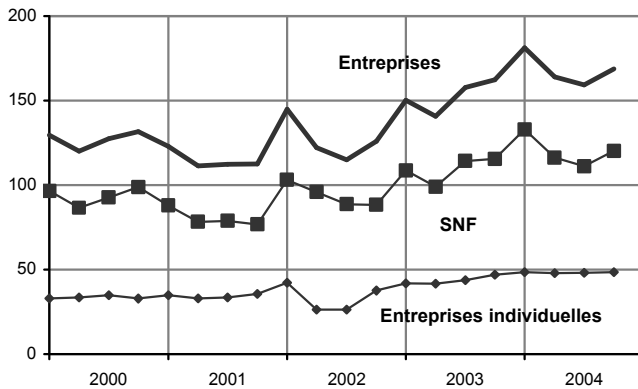
Ensemble des dépôts à vue détenus par les particuliers



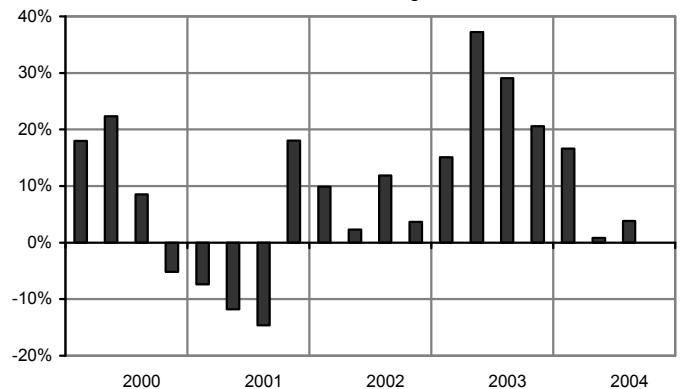
1. L'évolution financière

Ensemble des dépôts à vue détenus par les entreprises

en millions d'euros

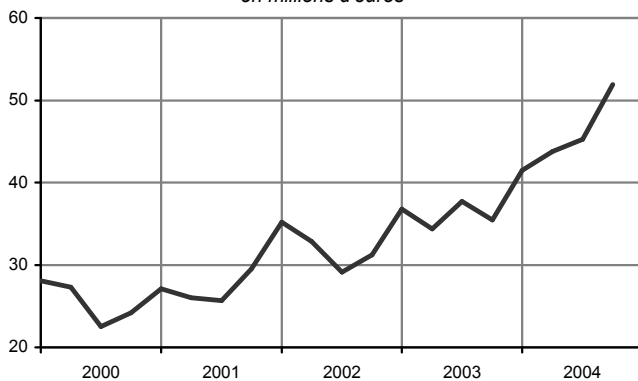


Variations trimestrielles en glissement annuel

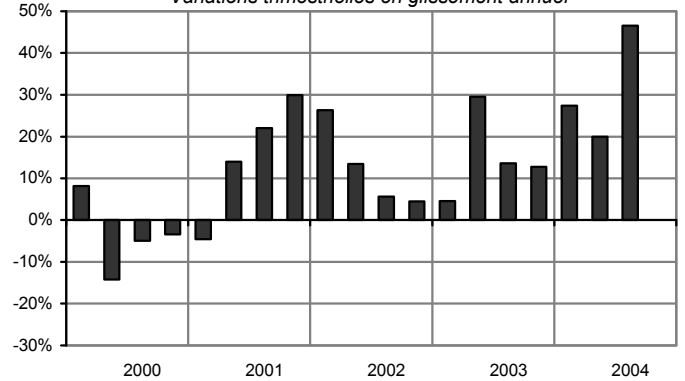


Ensemble des dépôts à vue détenus par les autres agents et la clientèle diverse

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



Répartition des dépôts à vue par agent économique

Tableau 9

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 septembre 2004	143	48	120	52	364
Part en pourcentage	39,4%	13,3%	33,0%	14,3%	100,0%
Au 30 septembre 2003					
Au 30 septembre 2003	137	47	115	35	335
Part en pourcentage	40,9%	14,0%	34,5%	10,6%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 10

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	6	2	5	16	29
- En pourcentage	4,6%	3,5%	4,0%	46,5%	8,7%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	-18	9	27	4	23
- En pourcentage	-11,6%	24,9%	30,8%	13,6%	7,3%

1. L'évolution financière

1.1.4 Placements liquides ou à court terme²

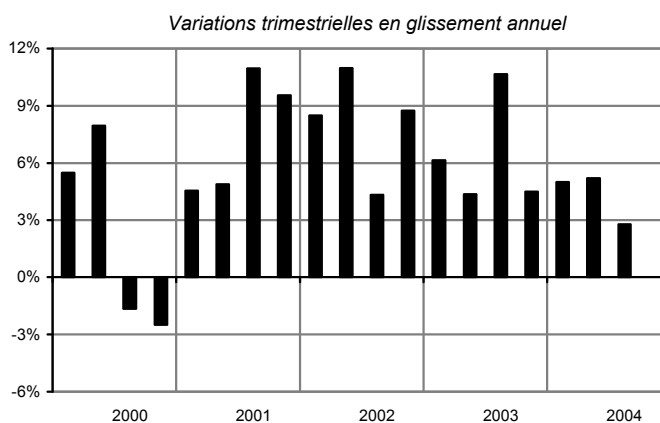
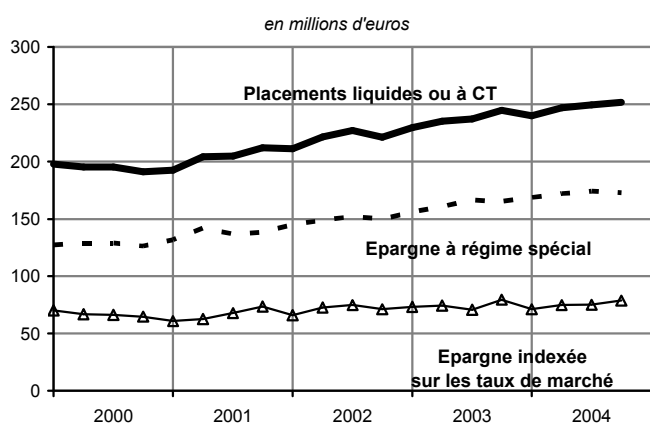
Les placements liquides ou à court terme ont progressé de 2,8 % sur un an, soit à un rythme sensiblement plus faible que celui observé au 30 septembre 2003 (+ 10,6 %). Cette accélération s'explique par un repli des **placements indexés sur les taux du marché monétaire** (-0,8 % contre + 11,3 % au 30 septembre 2003), alors que la croissance des **comptes d'épargne à régime spécial** a été divisée par plus de deux sur un an (+ 4,5 %, contre + 10,3 % au 30 septembre 2003).

Toutefois, l'évolution des comptes d'épargne à régime spécial s'inscrit toujours dans une tendance dynamique, influencée principalement par les comptes sur livrets (représentant 88 % dans le total de l'épargne à régime spécial), qui augmentent de 3,9 %. Cette hausse se décompose en + 0,8 % pour les Livrets A, + 6,8 % pour les Livrets bleus, + 24,4 % pour les LEP (qui bénéficient de conditions de rémunération attractives) et + 7,2 % pour les CODEVI. Les comptes d'épargne-logement ont pour leur part progressé de 8,4 %.

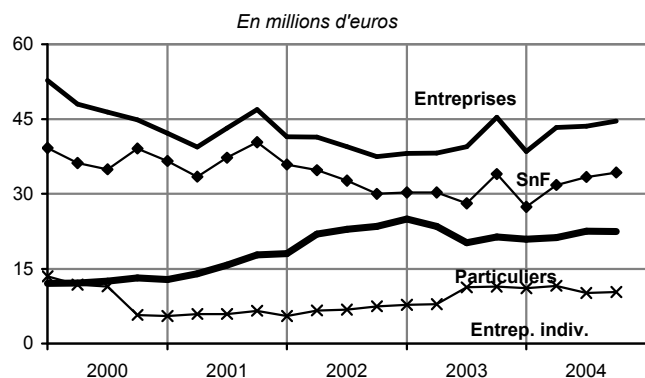
L'évolution des placements indexés sur les taux du marché monétaire au 3ème trimestre 2004 (- 0,8%) provient de la baisse de tous les compartiments (dépôts à terme - 11,7 % ; bons de caisse et d'épargne - 32,1 % ; titres de créances négociables - 11,6 %), à l'exception des OPCVM monétaires dont l'encours a augmenté de 32,5 %.

Evolution des placements liquides ou à court terme

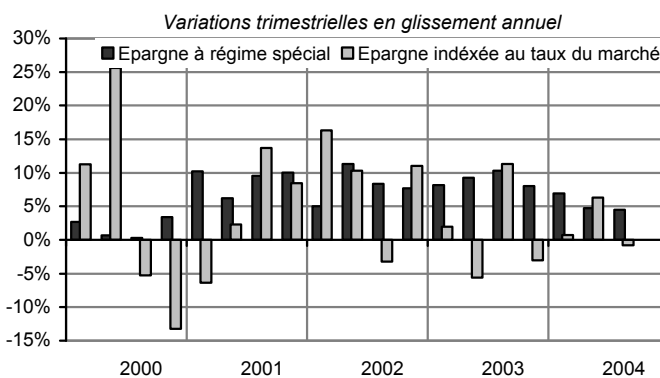
Ensemble des placements liquides ou à court terme



Placements indexés sur les taux de marché par agents



Evolution des placements liquides ou à court terme



² Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (Livrets A, livrets ordinaires, livrets bleus, livrets d'épargne populaire, comptes de développement industriel, livrets jeunes, comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (Dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts, OPCVM monétaires).

1. L'évolution financière

Répartition des placements liquides / à court terme par catégorie de placement

Tableau 11

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Montant en millions d'Euros							
Au 30 septembre 2004	151	22	50	NS	3	26	252
Part en pourcentage	60,1%	8,6%	19,7%	0,1%	1,2%	10,4%	100,0%
Au 30 septembre 2003							
Au 30 septembre 2003	146	20	56	NS	3	20	245
Part en pourcentage	59,5%	8,1%	22,9%	0,1%	1,4%	8,0%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 12

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Variation 2004 / 2003							
- Montant en millions d'Euros	6	2	-7	NS	NS	6	7
- En pourcentage	3,9%	8,4%	-11,7%	-32,1%	-11,6%	32,5%	2,8%
Variation 2003 / 2002							
- Montant en millions d'Euros	13	2	6	NS	NS	3	24
- En pourcentage	9,9%	13,5%	11,6%	22,2%	-12,8%	15,8%	10,6%

Répartition des placements liquides / à court terme par agent économique

Tableau 13

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 septembre 2004	186	16	35	15	252
Part en pourcentage	73,9%	6,3%	13,8%	6,0%	100,0%
Au 30 septembre 2003					
Au 30 septembre 2003	179	16	34	16	245
Part en pourcentage	73,0%	6,6%	14,0%	6,4%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 14

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	7	NS	NS	-1	7
- En pourcentage	4,1%	-1,9%	1,2%	-3,8%	2,8%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	14	3	4	2	24
- En pourcentage	8,8%	21,1%	13,2%	16,7%	10,6%

1. L'évolution financière

1.1.5 Epargne à long terme³

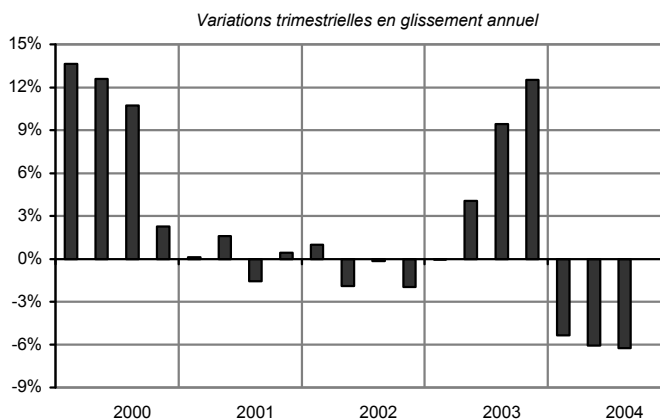
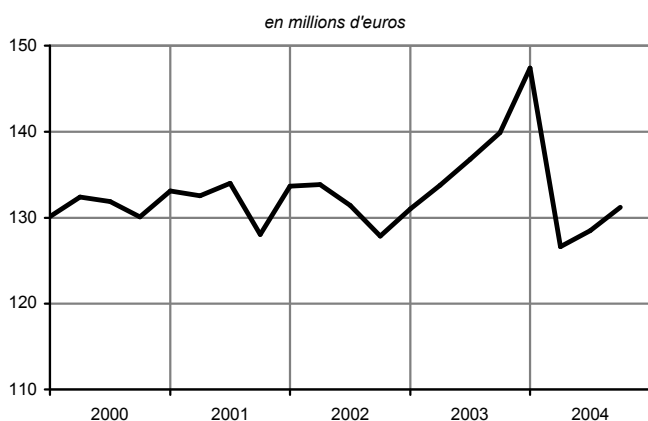
Sur un an, l'encours total de l'épargne à long terme enregistre un repli de 6,2 %, qui provient de l'impossibilité de diffuser l'information sur les encours d'assurances-vie, faute de données. L'impact sur l'encours total est d'environ 25 millions d'€.

Hors cet élément, la croissance de l'épargne à long terme s'établit à + 14,2 %, contre + 11,3 % un an plus tôt. Principaux souscripteurs de ce type d'épargne (83 %), les Particuliers pèsent fortement sur les évolutions observées hors assurance-vie (+ 8,0 % après + 6,1 % et + 5,3 % au 30 septembre 2003). La forte progression de l'épargne à long terme des entreprises (+ 62,9 %) contribue également à la performance globale.

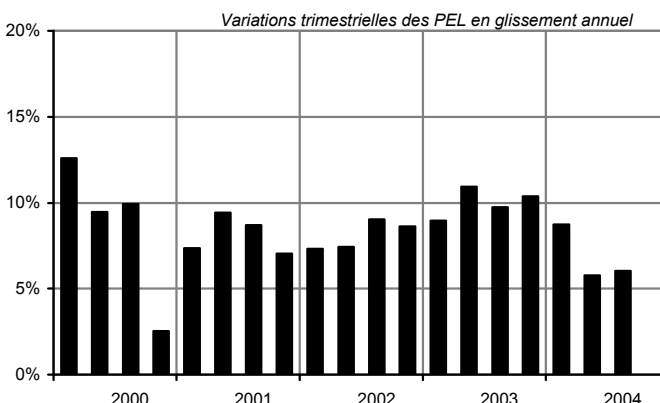
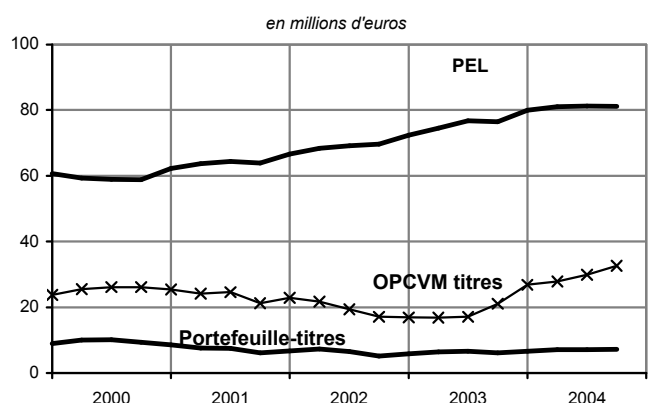
Cette croissance est liée à la progression des Plans d'épargne-logement (+ 6,0 %), qui tend toutefois à ralentir depuis le début de l'année. Les portefeuilles titres et les OPCVM non monétaires augmentent respectivement de 17,0 % et 54,9 %, grâce à la bonne tenue des marchés financiers depuis un an..

Evolution de l'épargne à long terme

Ensemble des placements à long terme



Evolution des placements à long terme



³ La collecte des statistiques concernant l'épargne à long terme est imparfaite et affecte les résultats et l'analyse. Les chiffres présentés ci-après n'incluent en effet que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne tiennent pas compte des données relatives aux contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance ni des portefeuilles titres en compte dans les établissements métropolitains. Les données obtenues permettent néanmoins d'estimer les montants investis par les résidents en Guyane sous forme de placements longs.

1. L'évolution financière

Répartition de l'épargne à long terme par catégorie de placement

Tableau 15

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne- logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 septembre 2004	7	33	91	NS	131
Part en pourcentage	5,4%	24,9%	69,6%	0,1%	100,0%
Au 30 septembre 2003					
Au 30 septembre 2003	6	21	88	25	140
Part en pourcentage	4,4%	15,1%	62,6%	18,0%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 16

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne- logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	1	12	4	-25	-9
- En pourcentage	17,0%	54,9%	4,3%	-99,5%	-6,2%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	1	4	7	NS	12
- En pourcentage	18,2%	23,1%	8,5%	1,2%	9,4%

Répartition de l'épargne à long terme par agent économique

Tableau 17

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 septembre 2004	109	8	14	NS	131
Part en pourcentage	82,9%	6,2%	10,6%	0,2%	100,0%
Au 30 septembre 2003					
Au 30 septembre 2003	126	7	7	1	140
Part en pourcentage	89,9%	4,6%	5,1%	0,4%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 18

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	-17	2	7	NS	-9
- En pourcentage	-13,5%	25,8%	97,0%	-54,1%	-6,2%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	6	2	4	NS	12
- En pourcentage	5,3%	33,2%	114,9%	102,2%	9,4%

1. L'évolution financière

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

Cette partie analyse d'abord l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés (y compris La Poste), puis distingue les concours consentis par les établissements locaux et par ceux consentis par les établissements non installés localement.

1.2.1 Ensemble des concours consentis

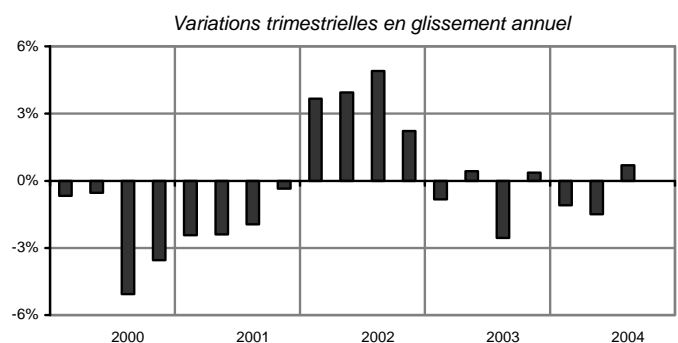
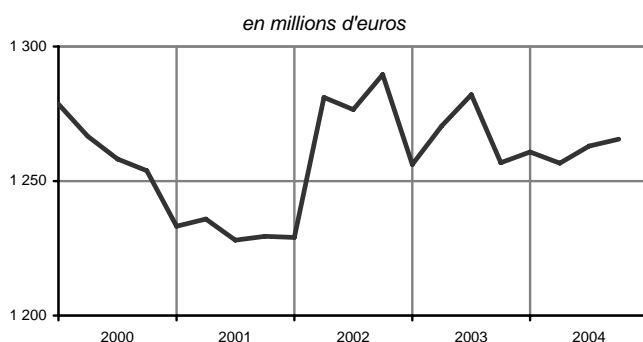
Au 30 septembre 2004, l'**encours global de crédit** distribué en Guyane s'inscrit en hausse de 0,7 % sur un an, pour la première progression depuis le début de l'année. L'**encours sain** progresse également de 2,2 % en glissement annuel, grâce à la croissance des crédits à l'équipement (+ 1,5 %) et des crédits à l'habitat (+ 3,1 %), qui représentent respectivement 22 % et 63 % du total, et à celle des crédits de trésorerie (+ 7,6 %). En revanche, les créances commerciales enregistrent une nouvelle contraction (- 4,2 %). L'évolution des **créances douteuses** (- 9,1 % sur un an) témoigne de la poursuite de l'assainissement des portefeuilles de crédit, le taux de créances douteuses ayant perdu 1,3 point sur un an pour s'établir à 12,1 %. Le rythme de baisse a toutefois connu un net ralentissement puisqu'il a été divisé par deux en l'espace d'un trimestre.

La progression annuelle de l'encours sain des **entreprises**, de 4,6 % en moyenne depuis décembre 2001, a fortement ralenti depuis le début de l'année pour s'établir à + 1,4 % au 30 septembre 2004. Ce ralentissement provient des concours consentis aux sociétés non financières (+ 1,1 % contre + 6,5 % en septembre 2003), et plus particulièrement des crédits à l'habitat (+ 2,1 % contre + 7,7 %), alors que les entreprises individuelles enregistrent une accélération (+ 5,5 % contre - 2,6 %). Sur un an, le risque "entreprises" s'améliore, le taux de créances douteuses perdant 0,5 points à 17,2 %.

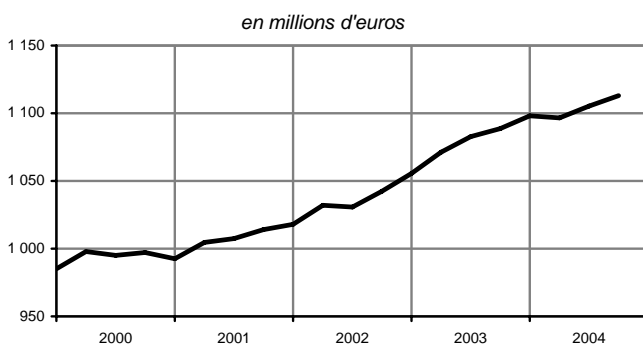
L'encours sain des **ménages** a progressé de 5,1 % sur un an contre + 3,6 % en septembre 2003. Les deux principaux types de crédit accordés aux ménages contribuent à cette évolution : + 4,3 % pour les crédits de trésorerie, et + 5,3 % pour les crédits à l'habitat (représentant respectivement 28 % et 70 % de leur encours sain). Sur un an, le risque "particuliers" diminue de 2,7 points pour s'établir à 8,0 %.

Evolution des concours consentis par les établissements de crédit

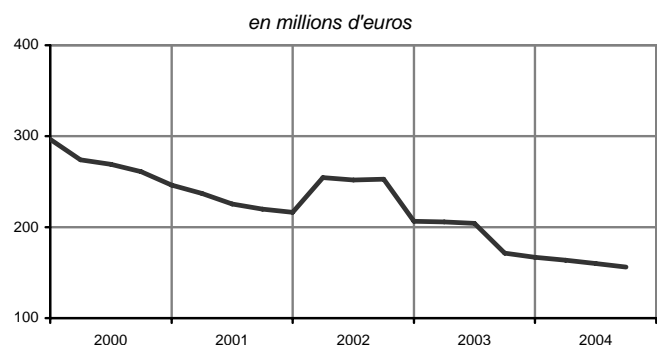
Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit



Encours de crédits sains



Encours douteux



1. L'évolution financière

Concours consentis par les établissements de crédit par catégories de crédits

Tableau 19

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros								
Au 30 septembre 2004	95	6	249	699	156	57	3	1 266
Part en pourcentage	7,5%	0,5%	19,7%	55,3%	12,3%	4,5%	0,3%	100,0%
Au 30 septembre 2003								
Au 30 septembre 2003	88	7	246	678	172	64	3	1 257
Part en pourcentage	7,0%	0,5%	19,5%	54,0%	13,6%	5,1%	0,3%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 20

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	7	NS	4	21	-16	-7	NS	9
- En pourcentage	7,6%	-4,2%	1,5%	3,1%	-9,1%	-11,0%	4,6%	0,7%
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	5	1	-3	37	-81	10	-2	-33
- En pourcentage	5,9%	20,0%	-1,1%	5,8%	-32,2%	19,7%	-42,7%	-2,5%

Concours consentis par les établissements de crédit par agents économiques

Tableau 21

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 septembre 2004	295	51	715	204	1 266
Part en pourcentage	23,3%	4,0%	56,5%	16,1%	100,0%
Au 30 septembre 2003					
Au 30 septembre 2003	290	55	704	208	1 257
Part en pourcentage	23,1%	4,4%	56,0%	16,5%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 22

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	6	-5	11	-3	9
- En pourcentage	2,0%	-8,6%	1,6%	-1,6%	0,7%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	1	-15	-27	8	-33
- En pourcentage	0,5%	-21,7%	-3,7%	4,2%	-2,5%

1. L'évolution financière

1.2.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

Au 30 septembre 2004, l'**encours global de crédit** consenti par les établissements locaux est en diminution en glissement annuel pour le septième trimestre consécutif (- 0,9 % sur un an) et s'établit à 522,4 millions d'€ La baisse tend toutefois à ralentir par rapport aux trois trimestres précédents.

En revanche, le rythme de croissance annuelle des **crédits sains** est resté bien orienté (+ 3,6 % contre + 4,6 % un an auparavant, et + 1,8 % sur le trimestre). Cette évolution est liée à la croissance de l'encours des crédits à l'habitat (+ 8,2 % contre + 7,1 % au 30 septembre 2003) et des crédits de trésorerie (+ 7,9 % contre + 7,0 %). En revanche, les crédits à l'équipement (- 0,8 %) poursuivent leur contraction entamée il y a plus de trois ans, même si le rythme du repli tend à ralentir. Les créances commerciales se contractent également (- 4,2 % contre + 20,0 %), de même que les autres crédits (- 8,5 % contre + 33,5 %).

L'**encours douteux** a baissé de 11,9 % sur un an et de 5,0 % sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (25,2 %) perd ainsi 3,3 points sur un an.

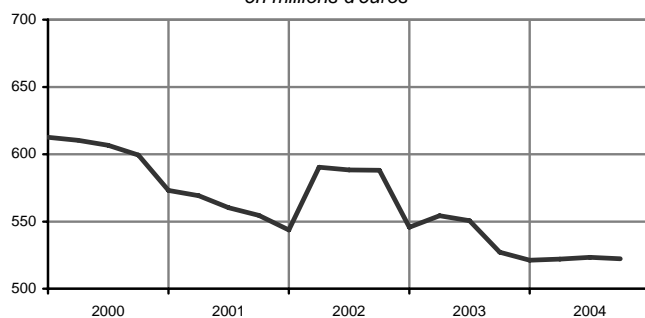
Les principales composantes de l'endettement des **ménages** du département ont progressé en glissement annuel : + 7,2 % pour les crédits à l'habitat et + 4,8 % pour les crédits de trésorerie. Leur encours sain a ainsi augmenté de 6,5 % sur un an et de 0,9 % sur le trimestre. Enfin, le taux de créances douteuses s'établit à 7,0 %, en baisse de 1 point sur le trimestre.

Après son repli au 1^{er} trimestre, l'encours sain des **entreprises** confirme la reprise observée au trimestre précédent (+ 2,6 % sur un an, dont + 2,0 % pour les sociétés non financières et + 4,6 % pour les entrepreneurs individuels). Ce rebond provient principalement des crédits de trésorerie (+ 22,4 %), des crédits à l'habitat (+ 10,4 %) et, pour la première fois depuis la fin 2001, des crédits d'équipement (+ 1,3 %). A l'opposé, les créances commerciales (- 3,1 %) et des autres crédits (- 5,1 %) sont en repli. Sur un an, l'encours compromis déclaré sur les entreprises recule de 5,1 %, le taux de créances douteuses reculant de 1,9 point à 40,5 % (45,2 % pour les sociétés non financières et 17,5 % pour les entreprises individuelles).

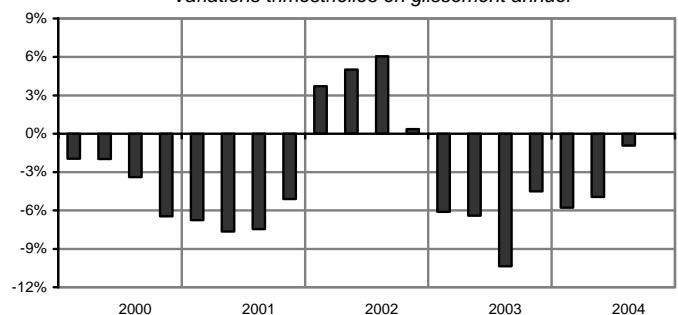
Evolution des concours consentis par les EC locaux

Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit locaux

en millions d'euros

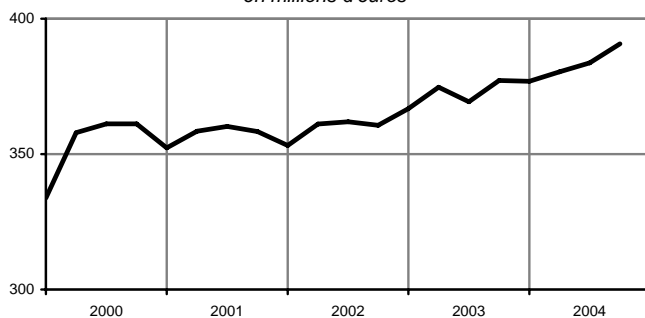


Variations trimestrielles en glissement annuel



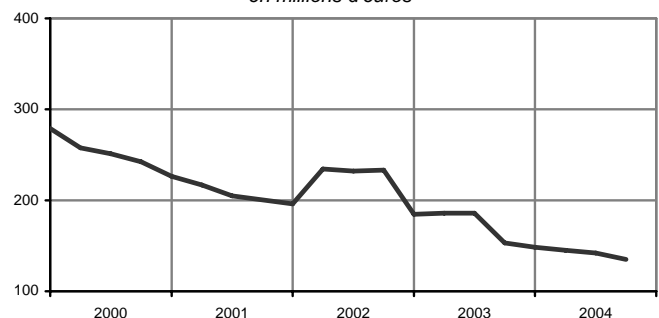
Encours de crédits sains des EC locaux

en millions d'euros



Encours douteux

en millions d'euros



1. L'évolution financière

Concours consentis par catégories de crédits (EC locaux)

Tableau 23

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros								
Au 30 septembre 2004	82	6	80	167	135	48	3	522
Part en pourcentage	15,8%	1,2%	15,3%	32,0%	25,8%	9,2%	0,6%	100,0%
Au 30 septembre 2003								
Au 30 septembre 2003	76	7	81	155	153	53	3	527
Part en pourcentage	14,5%	1,3%	15,3%	29,3%	29,1%	10,0%	0,6%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 24

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	6	NS	-1	13	-18	-4	NS	-5
- En pourcentage	7,9%	-4,2%	-0,8%	8,2%	-11,9%	-8,5%	4,6%	-0,9%
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	5	1	-8	10	-80	13	-2	-61
- En pourcentage	7,0%	20,0%	-9,3%	7,1%	-34,2%	33,5%	-42,7%	-10,4%

Concours consentis par agents économiques (EC locaux)

Tableau 25

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 septembre 2004	219	49	245	9	522
Part en pourcentage	41,9%	9,4%	46,9%	1,8%	100,0%
Au 30 septembre 2003					
Au 30 septembre 2003	212	54	242	18	527
Part en pourcentage	40,3%	10,3%	45,9%	3,5%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 26

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	6	-5	3	-9	-5
- En pourcentage	2,9%	-9,3%	1,3%	-49,6%	-0,9%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	3	-15	-52	4	-61
- En pourcentage	1,2%	-21,9%	-17,7%	26,7%	-10,4%

1. L'évolution financière

1.2.3 Concours consentis par les établissements de crédit non installés localement

Ces établissements interviennent principalement dans le financement de l'habitat (73 %), notamment social (63 %), et celui de l'équipement (24 %), plus particulièrement des collectivités locales (18 %).

Sur un an, l'encours sain progresse de 1,5 %, soit à un rythme en décélération de 2,8 points par rapport à celui observé un an auparavant. Cette hausse est alimentée par la croissance des crédits d'équipement (+ 2,6 % en septembre 2004 contre + 3,5 % en septembre 2003) et des crédits à l'habitat (+ 1,6 % contre + 5,4 % en septembre 2003). Sur le trimestre, le taux de croissance de l'encours sain est très faible à + 0,1 %.

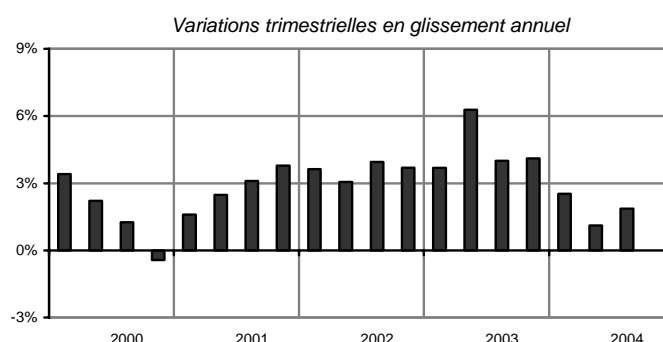
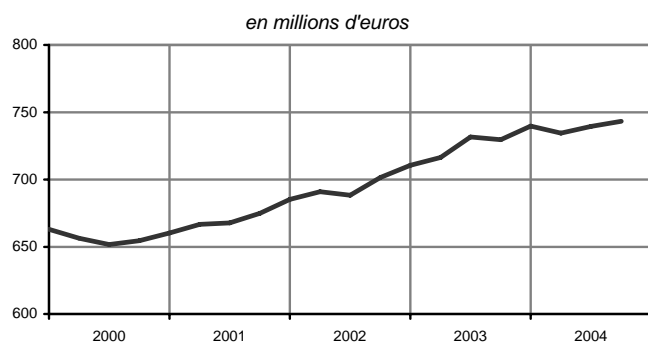
L'encours sain des **entreprises** progresse sur un an (+ 1,0 %) et sur le trimestre (+ 0,6 %). Son évolution est fortement corrélée à celle des crédits à l'habitat accordés aux sociétés non financières (+ 1,8 % sur un an contre + 6,7 % en septembre 2003). Le risque "entreprises" semble bien maîtrisé (+ 2,6 %) mais progresse très fortement sur le trimestre (+ 0,8 point).

Les **particuliers**, qui ne mobilisent que 9,5 % du total des crédits sains, sont les agents sur lesquels le risque est le plus fort avec un taux de créances douteuses de 10,8 %, en baisse toutefois de 1,6 point sur un an. Leur encours sain a progressé de 1,2 % sur l'année avec les crédits de trésorerie (+ 1,6 %) et les concours à l'habitat (+ 1,1 %), ces derniers représentant 83 % de l'encours sain.

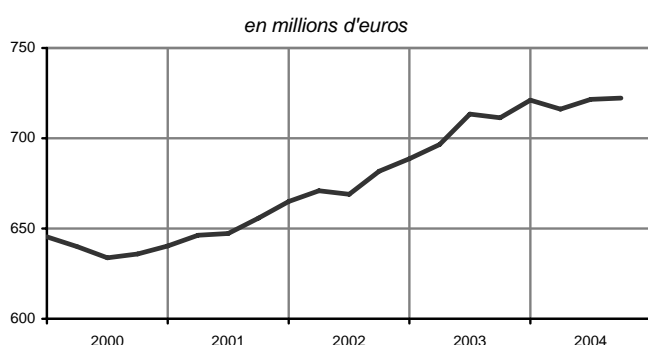
Enfin, les crédits à l'équipement en faveur des **administrations publiques locales**, qui représentent 68 % des encours sains en faveur des **autres agents économiques et clientèle diverse**, sont quasiment stables.

Evolution des concours consentis (EC non installés localement)

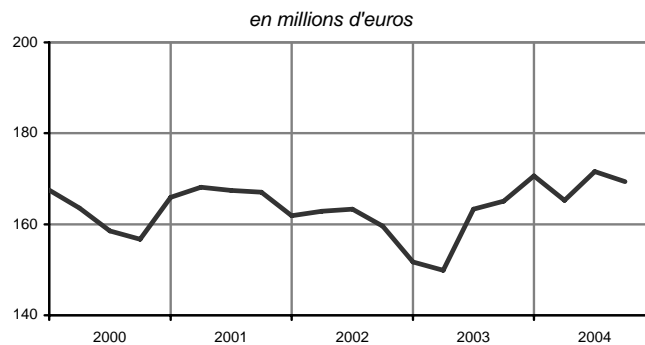
Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement



Encours sain



Crédits à l'équipement



1. L'évolution financière

Concours consentis par catégories de crédits (EC non installés localement)

Tableau 27

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros								
Au 30 septembre 2004	12	0	169	532	21	8	0	743
Part en pourcentage	1,6%	-	22,8%	71,6%	2,8%	1,1%	-	100,0%
Au 30 septembre 2003								
Au 30 septembre 2003	12	0	165	524	18	11	0	730
Part en pourcentage	1,6%	-	22,6%	71,8%	2,5%	1,5%	-	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 28

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	1	-	4	8	3	-3	-	14
- En pourcentage	5,3%	-	2,6%	1,6%	15,1%	-23,1%	-	1,9%
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	NS	-	6	27	-2	-3	-	28
- En pourcentage	-1,1%	-	3,5%	5,4%	-7,9%	-19,8%	-	4,0%

Concours consentis par agents économiques (EC non installés localement)

Tableau 29

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 septembre 2004	77	1	470	195	743
Part en pourcentage	10,3%	0,2%	63,2%	26,2%	100,0%
Au 30 septembre 2003					
Au 30 septembre 2003	77	1	462	189	730
Part en pourcentage	10,6%	0,1%	63,3%	26,0%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 30

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	NS	NS	8	6	14
- En pourcentage	-0,6%	30,0%	1,8%	3,0%	1,9%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	-1	NS	25	4	28
- En pourcentage	-1,5%	-6,3%	5,7%	2,4%	4,0%

1. L'évolution financière

1.3 Position extérieure nette du système bancaire local

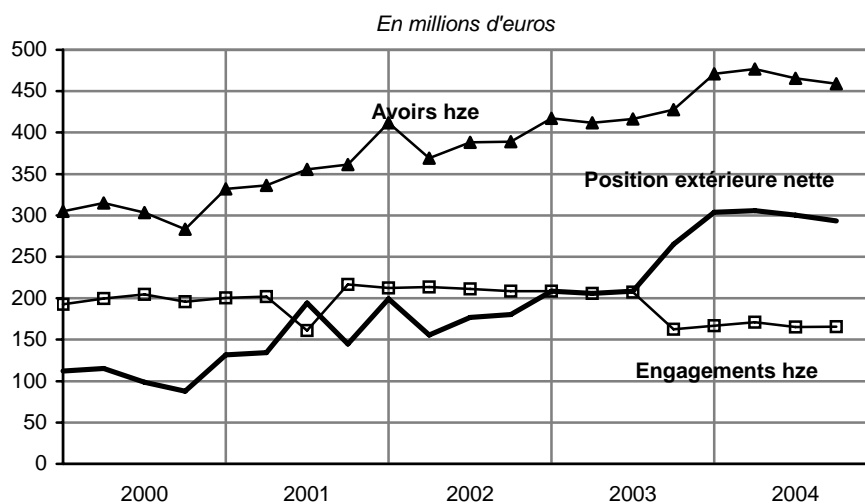
Tableau 31

Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)		Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)		Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	
2003	2004	2003	2004	2003	2004

Montant en millions d'Euros	428	459	163	166	265	293
-----------------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

La position extérieure nette du système bancaire local se définit comme la différence entre les avoirs et les engagements hors du département des établissements de crédit locaux.

Le système bancaire guyanais présente une position extérieure nette structurellement excédentaire, l'épargne collectée étant largement supérieure aux crédits octroyés. Les établissements guyanais sont en effet, dans l'ensemble, prêteurs sur le marché interbancaire, principalement via leurs maisons mères. Entre le 30 septembre 2003 et le 30 septembre 2004, la position extérieure nette du système bancaire local a crû de 11 % (+ 28 millions d'€), soit un net ralentissement par rapport aux rythmes observés au cours des trois trimestres précédents.



1. L'évolution financière

1.4 L'enquête auprès des Etablissements de Crédit en Guyane au 4^{ème} trimestre 2004

Les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM témoignent pour le 4^{ème} trimestre 2004 d'une opinion en nette amélioration par rapport au trimestre précédent concernant les dépôts. Cet optimisme se poursuit pour le 1^{er} trimestre 2005.

S'agissant des encours consentis aux entreprises, les opinions sont en amélioration, le solde étant très positif pour les crédits d'équipement et en amélioration pour les crédits d'exploitation. Les perspectives pour le 1^{er} trimestre 2005 restent favorables pour les crédits d'équipement et une confirmation de l'orientation positive est anticipée pour les crédits d'exploitation.

Le ralentissement d'activité anticipée le trimestre dernier pour les crédits à l'habitat ne s'est pas concrétisé. Le dynamisme du marché s'est même renforcé. De même, le marché du crédit à la consommation connaît en cette fin d'année 2004 une force soulignée unanimement. Le début de l'année 2005 devrait marquer un ralentissement sur le marché du crédit à l'habitat, mais le marché du crédit à la consommation devrait rester particulièrement vigoureux.

L'opinion des dirigeants d'établissements de crédit concernant leur produit net bancaire marque une nette accélération, appuyée par une opinion positive concernant le commissionnement et le dynamisme de l'activité crédit. La franche accélération anticipée depuis la mi-2004 ne s'est enfin pas produite. Elle ne devrait toutefois pas se poursuivre en début d'année 2005, en raison d'un repli du commissionnement.

Les charges d'exploitation sont toujours jugées négativement, même si une très légère amélioration est observée. Une nouvelle dégradation est prévue pour le début 2005. Enfin, conformément aux anticipations du trimestre précédent, l'opinion sur le coût du risque s'est dégradée après un retour à l'équilibre au 3^{ème} trimestre 2004. Une amélioration sensible est toutefois anticipée pour le 1^{er} trimestre 2005.

Au final, les dirigeants des établissements de crédit constatent une amélioration encore modeste des résultats sur le 4^{ème} trimestre 2004, grâce à la bonne orientation du PNB amputée toutefois par le poids des charges d'exploitation et le coût du risque. Ils anticipent une nouvelle amélioration pour le 1^{er} trimestre 2005 essentiellement fondée sur un allègement du coût du risque.

Le climat social est jugé stable au 4^{ème} trimestre et ne devrait pas évoluer significativement en début d'année 2005.

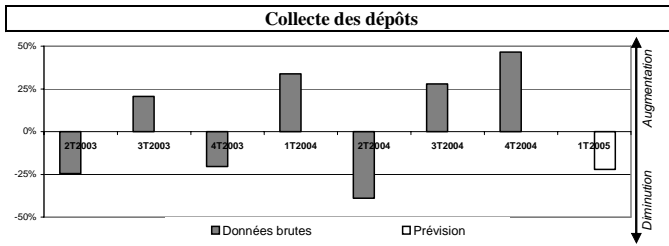
Enfin, l'environnement économique est perçu en légère amélioration, même si le solde d'opinion ne parvient toujours pas à repasser en territoire positif. Les prévisions pour le 1^{er} trimestre 2005 sont en revanche moins bien orientées.

Méthodologie de l'enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès de l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit de la place, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

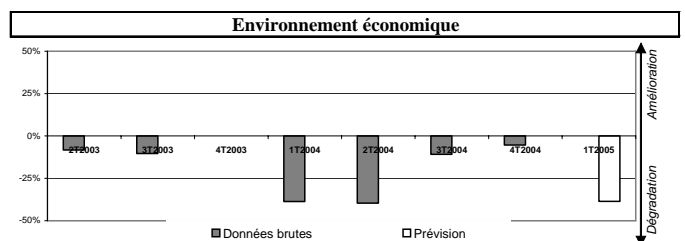
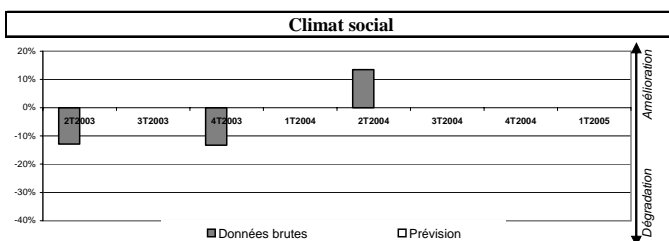
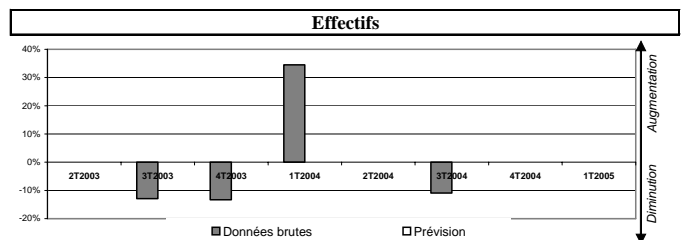
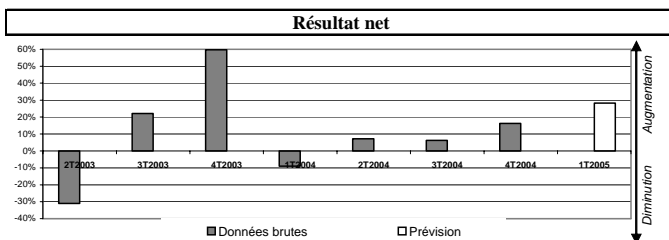
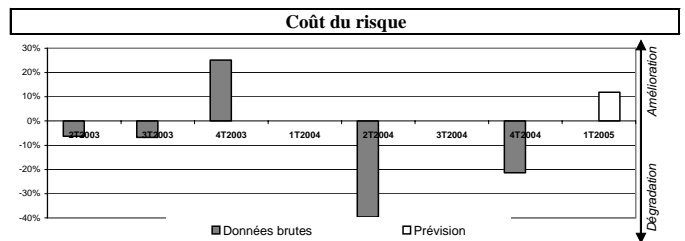
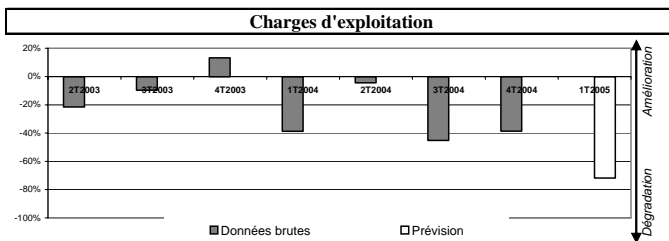
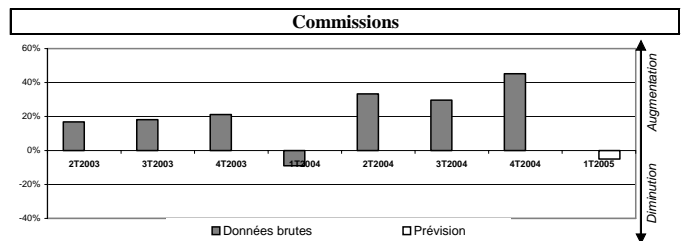
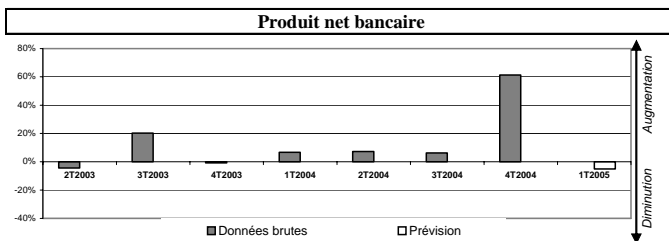
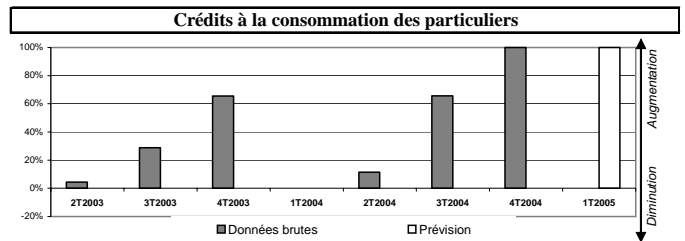
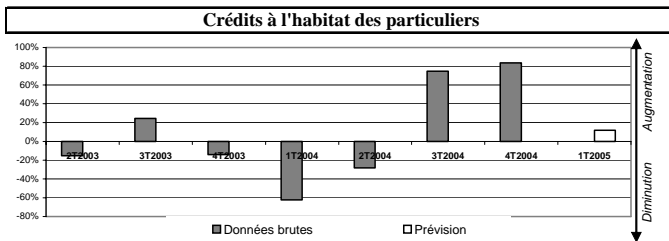
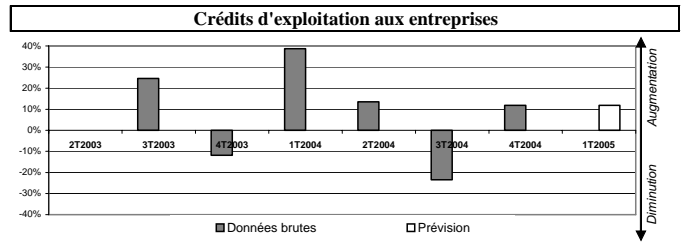
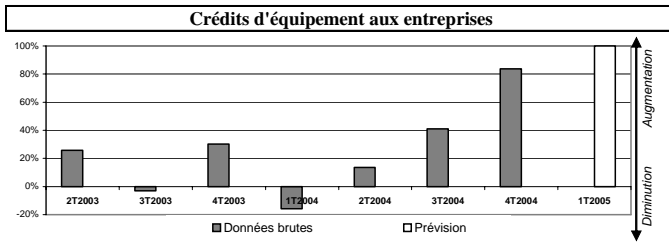
Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir des évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux marchés de prêts et des opinions relatives à des situations (PNB, commissions, charges d'exploitations, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question la pondération est effectuée par les encours de crédit ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

Résultat de l'enquête auprès des Etablissements de Crédit



Soldes d'opinions des dirigeants

(BFCAG, BNPG, FCMAG, BRED-BP, CMG, SOFIDEG)



2. Rappel des taux

2. Rappel des taux

2.1 Taux du marché

2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

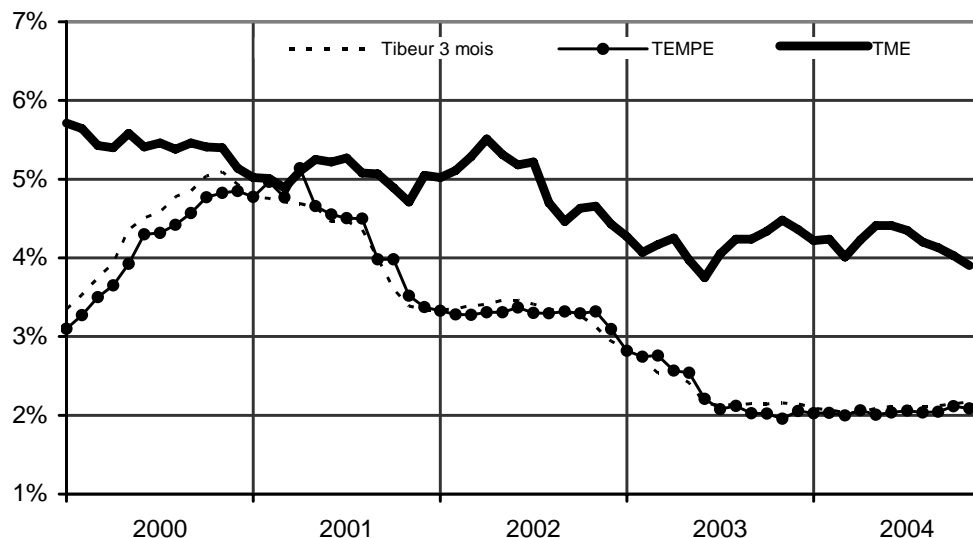
La BCE a laissé inchangés ses taux directeurs au cours du trimestre passé. Ils s'établissent comme suit :

- ✓ 2,0 % pour le taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement,
- ✓ 3,0 % pour le taux de facilité de prêt marginal,
- ✓ 1,0 % pour le taux de facilité de dépôt.

Depuis le mois de juillet 2003, les taux d'intérêt à court terme se sont stabilisés légèrement au-dessus de 2 %. En novembre 2004, le Tibeur à 3 mois s'est ainsi établi à 2,17 % et le TEMPE à 2,09 %.

S'agissant des taux à moyen et long terme, le taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) est reparti à la baisse de 0,30 point sur trois mois à fin novembre 2004 pour atteindre 3,90 %.

Evolution des principaux taux du marché monétaire et obligataire



2.1.2 Taux de base bancaire

Le taux de base bancaire de la Guyane correspond à la moyenne pondérée par les encours du taux de base de chaque banque de la place. Le taux de base moyen pondéré s'élève à 9,28 % depuis le début de l'année 2004. Ce taux a été actualisé pour tenir compte des dernières informations disponibles. Toutefois, il convient de rappeler qu'aucun établissement n'a modifié son taux de base depuis octobre 2000. La diminution du taux moyen pondéré s'explique par l'évolution de l'encours entre le 31 décembre 2002 et le 31 décembre 2003.

juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04
9,30%	9,30%	9,30%	9,28%	9,28%	9,28%

Nota : Ces chiffres sont établis à partir des taux de base de 5 banques locales (BNPG, BRED, CRCAM et FC MAG) pondérés par les encours.

2. Rappel des taux

2.2 Taux d'intérêt légal

Année 1996	Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004
6,65%	3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%

La loi 89-421 du 23 juillet 1989 a défini un nouveau mode de calcul du taux d'intérêt légal (moyenne arithmétique sur douze mois des taux de rendement actuariel mensuels moyens des bons du Trésor à taux fixe calculé sur treize semaines). Ce taux sert de référence, d'une part, pour la liquidation d'intérêts moratoires, dans le cas d'obligations impayées, d'autre part, pour le calcul des intérêts créditeurs attachés aux restitutions consécutives à des instances fiscales.

2.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global ou T.E.G. excède, au moment où il est consenti, le taux de l'usure publié en application de l'article 1er de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de 3 mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

2.3.1 Crédit aux particuliers

Seuils de l'usure	1 T 2004	2 T 2004	3 T 2004	4 T 2004
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	6,77%	6,83%	6,67%	6,56%
- Prêts à taux variable	6,11%	5,99%	5,88%	5,85%
- Prêts relais	7,04%	7,07%	6,72%	6,68%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 1524 euros	20,85%	20,96%	20,73%	0,13%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 euros	16,52%	16,57%	16,64%	16,21%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > ou = à 1524 euros	9,60%	9,68%	9,07%	9,12%

2.3.1 Crédit aux entreprises

Seuils de l'usure	1 T 2004	2 T 2004	3 T 2004	4 T 2004
- Prêts consentis en vue d'achats ou ventes à tempérament	8,33%	8,52%	8,40%	8,55%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,48%	6,57%	6,41%	6,47%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,33%	6,35%	6,00%	6,08%
- Découvert en compte *	10,85%	11,05%	10,73%	11,27%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,67%	8,49%	7,73%	8,20%

* Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

2. Rappel des taux

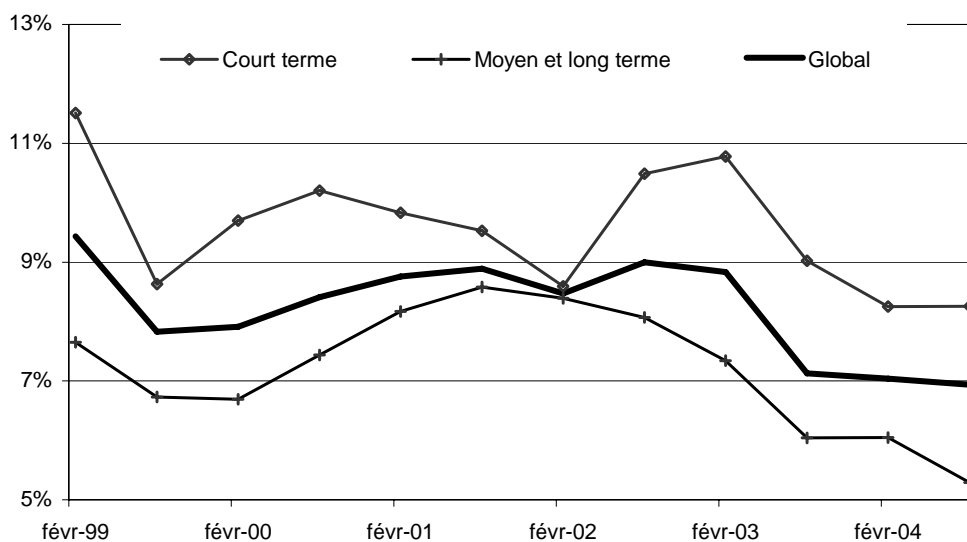
2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyen pondéré	févr-01	août-01	févr-02	août-02	févr-03	août-03	févr-04	août-04
Court terme	9,83%	9,53%	8,59%	10,49%	10,78%	9,02%	8,25%	8,26%
- escompte	9,95%	9,21%	8,47%	9,48%	11,48%	7,83%	9,57%	7,13%
- découvert	10,31%	9,70%	8,52%	11,30%	10,73%	9,78%	8,26%	9,01%
- autres crédits à court terme	7,00%	9,60%	9,91%	9,38%	9,13%	8,57%	7,65%	6,93%
Moyen et long terme	8,17%	8,58%	8,39%	8,07%	7,34%	6,04%	6,05%	5,29%
Global	8,76%	8,89%	8,47%	9,00%	8,83%	7,13%	7,04%	6,94%

L'enquête semestrielle de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises en Guyane recense l'ensemble des concours accordés par les six établissements interrogés (quatre banques FBF et deux sociétés financières) au cours des mois de janvier-février et juillet-août de chaque année.

Le taux moyen pondéré global a faiblement diminué de 0,10 point par rapport à la dernière enquête et s'est établi au niveau le plus bas jamais enregistré dans le département. Cette évolution est liée à la baisse des taux à long terme (- 0,76 point) alors que les taux à court terme sont restés globalement stables (+ 0,01 point). Dans le détail, on note une nette baisse des taux d'escompte (- 2,44 points) et des autres crédits à court terme (- 0,72 point), alors qu'à l'inverse, les taux des découverts se sont appréciés de 0,75 point sur la période. Elle intervient dans un contexte de stabilité des taux de refinancement sur le marché interbancaire (+ 0,04 point pour le Tibeur à 3 mois entre février et août 2004 et aucune variation pour le TEMPE sur la même période) et de très légère baisse des taux obligataires sur cette même période.

Il est à noter cependant que l'échantillon intègre des opérations d'achats et de ventes à tempérament (AT/VT) classées selon leur durée. Ce type de concours a un impact significatif à la hausse sur le coût du crédit à moyen et long terme (plus d'un point en moyenne selon les trois dernières enquêtes) : il rend délicates les comparaisons de taux avec la métropole et les autres départements d'outre-mer où les AT/VT sont présents dans des proportions très inférieures.

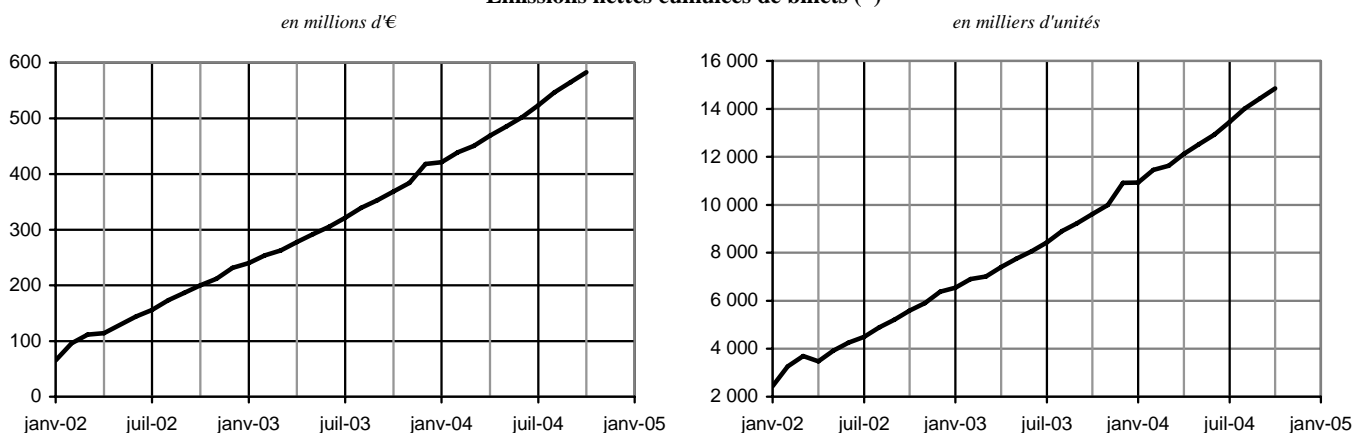


3. Monnaie Fiduciaire

3.1 Emission de billets euros

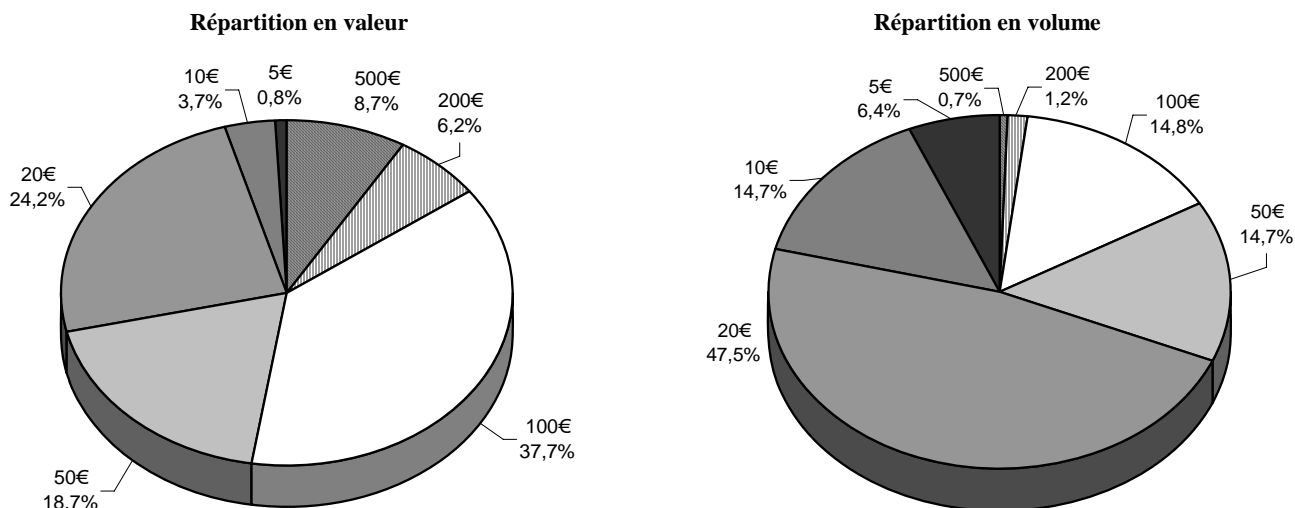
L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours en France métropolitaine. Depuis le passage à l'euro, l'agence de la Guyane a ainsi délivré au 30 novembre 2004 près de 15 millions de billets pour une valeur totale de l'ordre de 582 millions d'€, toutes coupures confondues.

Emissions nettes cumulées de billets (*)



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, prélimination comprise.

Répartition par coupures en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets euros à fin novembre 2004

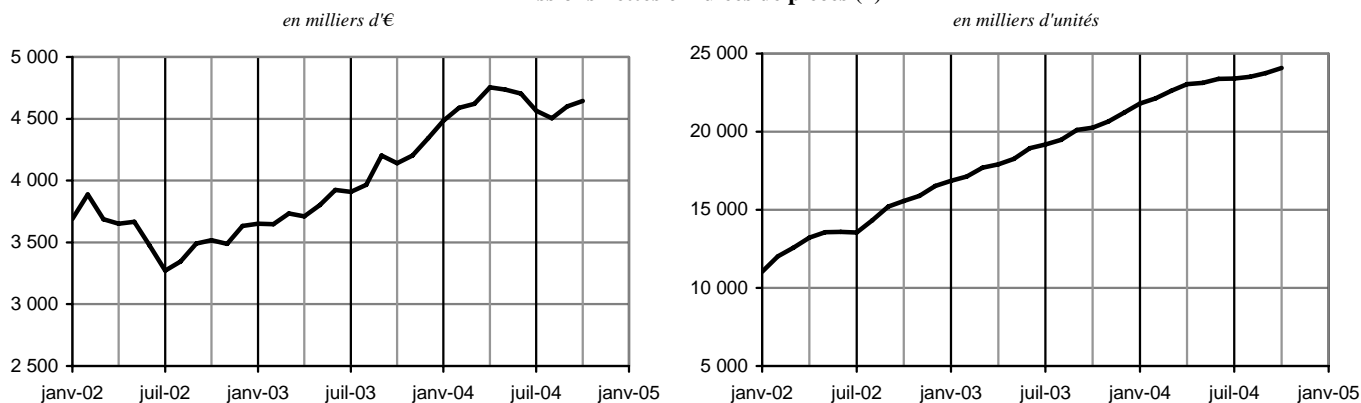


3. Monnaie Fiduciaire

3.2 Emission de pièces euros

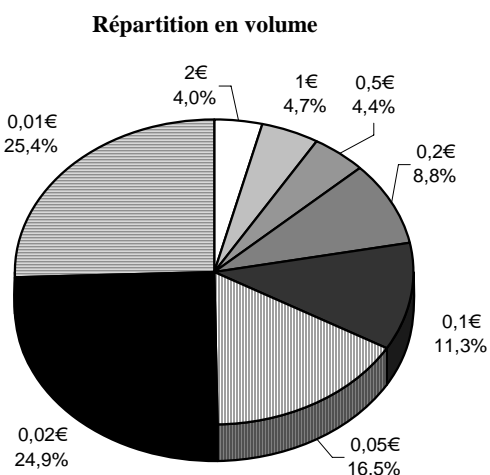
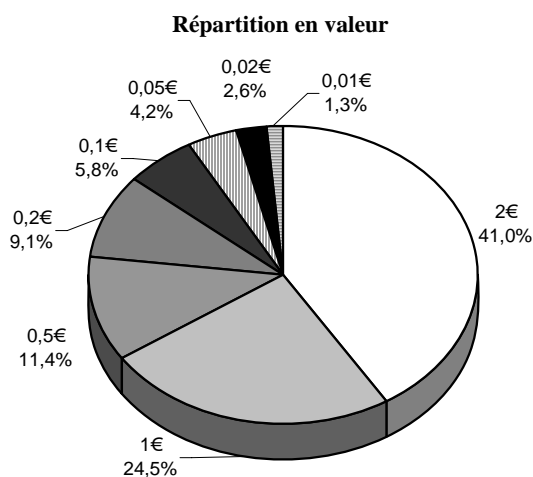
L'émission de **pièces métalliques euros** est également assurée par l'IEDOM, agissant pour le compte du Trésor public. Depuis le début de l'année 2002, 24,4 millions de pièces euros pour une valeur de 4,7 millions d'€ ont été mises en circulation à fin novembre 2004.

Emissions nettes cumulées de pièces (*)



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, préalimantation comprise.

Répartition par coupures en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces euros à fin novembre 2004



Directeur de la publication : A. VIENNEY – Responsable de la rédaction : M. REMBLIN
 Editeur : IEDOM – achevé d'imprimer Décembre 2004 – dépôt légal : Décembre 2004 – N° ISSN 0296-3116